

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°22 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Le lithium, un minéral stratégique pour l'Afghanistan ;
- ❖ **Bangladesh** : Une erreur de 10 Mds USD dans les données d'exportations fausse l'évaluation économique du Bangladesh ;
- ❖ **Inde** : Maîtrise du déficit budgétaire sur le début de l'exercice budgétaire ;
- ❖ **Népal** : Hausse des transferts de fonds au cours des dix mois de l'exercice budgétaire en cours ;
- ❖ **Pakistan** : Négociations entre le FMI et le gouvernement pakistanais en vue d'un nouvel accord ;
- ❖ **Sri Lanka** : Second tour des négociations sur la restructuration de la dette privée.

À RETENIR

16,8 Mds USD

Les réserves de change nettes du Bangladesh au 30 juin, dépassant pour la première fois l'objectif de 14,7 Mds fixé par le FMI dans le cadre de son programme.

Afghanistan

Le lithium, un minerai stratégique pour l'Afghanistan

Le porte-parole du ministère, Homayoun Afghan, a annoncé l'existence de mines de lithium dans les provinces de Helmand, Nuristan et Ghazni, et l'intérêt manifesté par plusieurs pays, notamment la Chine, pour y investir. Il a souligné que le lithium était l'un des principaux atouts stratégiques de l'Afghanistan. Cependant, malgré cet intérêt, aucun contrat n'aurait encore été signé.

L'Afghanistan figure parmi les pays disposant des plus grandes réserves de lithium, et l'exploitation de ces ressources pourrait jouer un rôle clé dans l'augmentation des revenus nationaux. Abdul Nasir Rashtia, expert économique, a déclaré : "Si nous pouvons assurer toutes les étapes de la transformation et de la production au sein du pays, cela pourrait avoir un impact économique très important, en créant des opportunités d'emploi, en générant des revenus et en nous poussant vers la croissance économique."

Le lithium, considéré comme l'élément de stockage d'énergie le plus important, est principalement utilisé dans les technologies modernes telles que la fabrication de batteries pour téléphones portables, voitures électriques, ordinateurs et drones.

Depuis le changement de régime en 2021, le ministère des Mines et du Pétrole a mis l'accent sur une extraction transparente des mines.

Bangladesh

Une erreur de 10 Mds USD dans les données d'exportations fausse l'évaluation économique du Bangladesh

La Bangladesh Bank (BB) a révélé que les données d'exportations pour les dix premiers mois de l'année fiscale écoulée avaient été surévaluées d'environ 10 Mds USD, en raison d'erreurs de saisie multiples des données par le National Board of Revenue (NBR). Les exportations totales pour la période juillet-mars de l'exercice fiscal 2023/2024 avaient été initialement enregistrées à 40,8 Mds USD. Cependant, après correction, ce chiffre est tombé à 30,9 Mds USD.

Cette révision reflète une contraction des exportations plutôt que la croissance positive qui était précédemment rapportée. En effet, les recettes d'exportations, qui affichaient une croissance de 5,53% en glissement annuel de juillet à mars, ont en fait diminué de 6,9% de juillet à avril. Ces erreurs auront également des répercussions sur le ratio exportations/PIB, qui sera plus faible que prévu, ainsi que sur le calcul des paiements du service de la dette, dont le montant deviendra plus élevé. La baisse des exportations a également transformé le solde du compte courant, qui passe d'un excédent de 5,7 Mds USD de juillet à mars 2023-2024 à un déficit de 5,7 Mds USD de juillet à avril.

Cette révision a incité certains économistes et exportateurs à presser le gouvernement de reconsidérer la date de sortie du Bangladesh du statut de PMA (Pays le Moins Avancé), actuellement prévue pour 2026. Ils soutiennent que les conditions économiques mondiales, exacerbées par la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine et le conflit israélo-palestinien, sont devenues moins favorables. La perte des

avantages tarifaires induite par la sortie de la liste des PMA pourrait nuire à la compétitivité des entreprises, notamment dans le secteur textile.

Le Bangladesh dépasse l'objectif du FMI avec des réserves nettes de 16,77 Mds USD

Le 30 juin, les réserves nettes de devises étrangères du Bangladesh s'élevaient à 16,77 Mds USD, dépassant l'objectif de 14,7 Mds fixé par le FMI dans le cadre de son programme. Les réserves brutes ont quant à elles atteint 21,81 Mds USD (selon la méthodologie du FMI). C'est la première fois que le Bangladesh dépasse l'objectif du FMI depuis l'approbation de son programme de prêt de 4,7 Mds USD en février 2023.

Cette augmentation est attribuée à la récente hausse du taux directeur et des flux de transferts de fonds depuis l'étranger qui ont augmenté ces derniers mois. La BB a également reçu la troisième tranche de 1,15 Md USD du FMI le 27 juin, ainsi que 900 M USD de la Corée du Sud, de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et de la Banque Islamique de Développement (BID). Ce sont donc au final 2,5 Mds USD qui ont été ajoutés aux réserves.

Les banques enregistrent une amélioration de leur liquidité grâce aux interventions successives de la Bangladesh Bank

Selon les données de la Bangladesh Bank, les banques commerciales se remettent progressivement d'une crise de liquidité de longue date, grâce aux injections de liquidités de la Banque centrale. Les liquidités excédentaires des banques commerciales affichent notamment une tendance à la hausse régulière depuis janvier 2024, après des baisses successives en 2023. Elles sont notamment passées de 11,1 Mds EUR en novembre 2023 à 13,9 Mds en avril 2024.

Depuis le début de l'année fiscale 2023-2024, la Banque centrale a régulièrement injecté des liquidités dans les banques commerciales, améliorant considérablement leur position de liquidité. En juin 2023, le soutien en liquidités de la Bangladesh Bank était de 5 Mds EUR contre 24 Mds pour le mois de mars 2024 et s'élevait au plus haut à 28,6 Mds en janvier 2024.

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) valide un soutien budgétaire de 400 M USD pour un programme de développement inclusif et résilient au climat

Le 27 juin, le Conseil d'administration de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures a validé son premier prêt de politique publique climat d'un montant total de 400 M USD dans le cadre son *Bangladesh Climate Resilient Inclusive Development Program*. Ce soutien budgétaire vise à : (i) favoriser un environnement propice aux initiatives de lutte contre le changement climatique ; (ii) renforcer les mesures d'adaptation au changement climatique ; et (iii) accélérer les actions d'atténuation.

Le prêt de 400 M USD concerne le premier sous-programme du projet qui se concentre sur des actions politiques et institutionnelles dans les secteurs critiques pour le climat, notamment l'agriculture, les ressources en eau, l'urbanisme, les transports et l'énergie, en accord avec les priorités à court terme du Plan national d'adaptation (NAP) et de la

mise à jour 2021 des Contributions déterminées au niveau national (CDN-U). L'AIB envisage de financer le deuxième sous-programme, pour un montant de 300 M USD, qui s'alignerait sur les priorités à moyen terme de la NAP et de la CDN-U dans ces mêmes secteurs.

Ce programme est notamment cofinancé avec la Banque asiatique de développement (BAsD). La BAsD a déjà octroyé un prêt souverain de 400 M USD pour le sous-programme 1 et prévoit de fournir 300 M USD pour le sous-programme 2.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Maîtrise du déficit budgétaire sur le début de l'exercice budgétaire

Le déficit budgétaire du gouvernement fédéral pour les deux premiers mois de l'exercice fiscal 2024-25 a été réduit à 3,0% de l'objectif annuel, contre 11,8% à la même période de l'année précédente, grâce à une augmentation des recettes et une réduction des dépenses. En mai, le gouvernement fédéral a enregistré un excédent budgétaire exceptionnel de 1 600 Mds INR (19 Mds USD), principalement en raison d'un dividende record de 2 110 Mds INR (25 Mds USD) versé par la Banque centrale.

Sur les deux premiers mois, les dépenses en capital ont chuté de 14,4%, les recettes totales ont atteint 5 730 Mds INR (69 Mds USD), en hausse de 37,8% (contre une estimation de 10,8%) par rapport à l'année précédente, grâce à des recettes meilleures que prévu. Les recettes fiscales nettes ont augmenté de 14,7%, et les recettes non fiscales ont bondi de 87%.

Ces chiffres montrent que le gouvernement devrait être en mesure de ramener le déficit budgétaire central à 5,1% du PIB pour 2024-25 et à 4,5% du PIB pour l'exercice 2025-26, conformément à l'objectif que la ministre des Finances de l'Union, Mme Sitharaman, s'était fixé en février 2022, lors de la présentation du Budget 2022/23.

L'Inde alimente la dynamique des échanges internationaux

Selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Inde a contribué à la croissance des exportations de biens (+7%) avec la Chine (+9%) et les États-Unis (+3%), mais elle a aussi augmenté ses exportations de services (+3%). La balance commerciale indienne s'améliore avec un recul des importations de biens (-1%) et des services (-2%) alors que les exportations ont augmenté respectivement de 7% et 3%.

La dépendance commerciale de l'Inde vis-à-vis de l'UE et de la Chine a respectivement augmenté de 1% et 1,2%, tandis que celle vis-à-vis de l'Arabie saoudite a diminué de 0,5%. La croissance mondiale du commerce au premier trimestre de 2024 a été principalement portée par les pays en développement et les échanges Sud-Sud. Selon la CNUCED, les échanges commerciaux mondiaux devraient s'intensifier en 2024 mais ne dépasseront pas les niveaux de 2022.

Recul de la pauvreté en Inde d'après les estimations du NCAER

Un nouveau papier de recherche, *Rethinking Social Safety Nets in a Changing Society*, publié par le National Council of Applied Economic Research (NCAER), un think tank proche du gouvernement, estime la pauvreté en Inde à 8,5% de la population en 2022-24 contre 21,9% en 2011-12, avec une baisse notable de la pauvreté chronique, liée notamment aux aides gouvernementales. Cependant, une proportion significative de la population reste vulnérable, ce qui s'explique par des revenus toujours insuffisants. Le rapport indique une baisse plus marquée de la pauvreté dans les zones rurales, de 24,8 % en 2011-12 à 8,6 % en 2022-24, et dans les zones urbaines, de 13,4 % à 8,4 % sur la même période.

En comparaison, la State Bank of India estime le taux de pauvreté à 7,2% en zone rurale et 4,6% en zone urbaine en se fondant sur la dernière enquête de consommation des ménages (*Household Consumption Expenditure Survey*) publiée par le gouvernement en février 2024. Le président de Niti Aayog, un think tank gouvernemental, estime même ce taux en dessous de 5,0%.

Ces résultats sont toutefois à relativiser. L'enquête, basée sur les premières conclusions de l'*India Human Development Survey*, utilise la ligne de pauvreté ajustée de l'inflation du comité Tendulkar, employée par le gouvernement pour élaborer et mettre en œuvre ses programmes sociaux et qui a été développée en 2009. Cette estimation est inférieure au seuil de pauvreté internationale fixée à 2,15 USD de la Banque Mondiale. Elle correspond à la définition gouvernementale qui est inférieure à la moyenne des seuils de pauvreté des quinze pays les plus pauvres du monde.

La Banque mondiale, qui classe l'Inde comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, préconise un seuil de pauvreté à 3,65 USD par jour et par personne. En 2021, 44% de la population ne dépassait pas ce seuil de revenu. De plus, la définition du comité Tendulkar, qui remonte à 2009, n'appréhende peut-être pas correctement les besoins actuels de la population. A ce titre, le gouvernement avait commandé une nouvelle définition en 2012 auprès de l'économiste M. Rangarajan, qui établissait un taux de pauvreté à 29,2% en 2011 contre 21,9% avec la définition du comité Tendulkar.

Politiques financières

Les banques indiennes confortent l'amélioration de leur situation financière

Selon le dernier Rapport de stabilité financière de la Reserve Bank of India (RBI) publié le 27 juin, le système bancaire indien demeure robuste et résilient. Les banques ont enregistré une amélioration de la qualité de leurs actifs ainsi qu'une rentabilité élevée, et ce tant dans le secteur public que privé. L'indice Nifty Bank a augmenté de plus de 16% sur l'année écoulée, avec de fortes augmentations pour les banques publiques.

Le ratio de prêts non performants du système bancaire indien a diminué pour atteindre son niveau le plus bas depuis douze ans à 0,6 % fin mars, avec des baisses observées dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des services et des prêts individuels. Cette baisse s'explique à la fois par la forte augmentation des encours de crédit, des abandons de créances passées et par une diminution des nouveaux prêts non performants. Cette tendance baissière devrait se poursuivre sur les prochains mois.

Certains secteurs nécessitent toutefois une vigilance particulière. Ainsi, si la qualité des prêts au détail s'est améliorée, le niveau de prêts individuels non performants de moins de 50 000 INR (600 USD) reste élevé. De plus, certains sous-secteurs de l'industrie comme la joaillerie ou encore la construction continuent d'enregistrer des taux de prêts non performants supérieurs à la moyenne.

Les tests de résistance réalisés dans le cadre du rapport montrent que les banques sont suffisamment capitalisées pour absorber un choc macroéconomique, y compris dans le scénario présentant les hypothèses les plus sévères.

Enfin, le Rapport souligne que les institutions financières non bancaires régies par la RBI (NBFC) restent en bonne santé, avec un ratio capital/actifs pondérés en fonction des risques à 26,6 %, un ratio d'actifs bruts non performants à 4,0 % et un rendement des actifs à 3,3 %, respectivement, à fin mars 2024.

Cadre révisé pour les accords d'échange de devises au sein de la SAARC

La Reserve Bank of India (RBI) et le gouvernement indien ont mis en place un cadre révisé du dispositif relatif aux échanges de devises entre les pays de la SAARC (*South Asian Association for Regional Co-operation*) pour la période 2024-2027. Ce dispositif, opérationnel depuis le 15 novembre 2012, vise à fournir des lignes de financement de secours destinées à couvrir les besoins de liquidité en devises étrangères et/ou pallier de potentielles crises de balance des paiements des pays de la SAARC, dans l'attente de solutions à plus long terme.

Pour la période 2024-2027 et sous réserve de la signature d'accords bilatéraux de swap, une fenêtre d'échanges distincte en INR a été introduite avec divers avantages pour le soutien en roupies indiennes, pour un total de 250 Mds INR (3 Mds USD). La RBI continuera également d'offrir des dollars et des euros pour un total de 2 Mds USD. Compte tenu du niveau des réserves de change de la RBI, sans commune mesure avec celles des pays voisins et du poids de l'Inde au sein de la SAARC, la roupie tend à devenir la principale monnaie disponible dans ce cadre d'échanges et de facto la monnaie ancre du système.

Maldives

Chiffrage des dépenses d'infrastructures du gouvernement

Lors d'une conférence de presse donnée par l'opposition, l'ancien ministre des Finances, Ibrahim Ameer, a détaillé les postes de dépenses pour lesquels son gouvernement avait eu recours à l'endettement. Bien que les fonds empruntés pour faire face aux dépenses courantes lors de la pandémie de Covid soient importants (1,23 Md USD), ils restent largement inférieurs aux sommes levées pour financer les projets d'infrastructures de l'archipel (2,31 Mds USD au total). Parmi ces derniers, les plus coûteux concernent le Public Sector Investment Program (857 M USD), l'extension de l'aéroport de Velana (448 M USD), les réseaux d'eau courante et d'assainissement (370 M USD), ainsi que le développement immobilier et la poldérisation (286 M USD). Cette prise de parole est à replacer dans un contexte de tension accrue sur l'insoutenabilité de la dette, dont le gouvernement sortant estime ne pas porter la responsabilité.

Népal

Hausse des transferts de fonds au cours des dix mois de l'année budgétaire en cours

Le gouvernement a enregistré 900 M USD de transferts de fonds au cours des dix mois de l'année budgétaire en cours.

L'afflux de fonds a augmenté de 19,02 % par rapport à la même période de l'année budgétaire précédente.

Au cours de la période examinée, le nombre de permis de travail (institutionnels et individuels) pour l'emploi à l'étranger s'est élevé à 374 000, tandis que 237 000 personnes ont demandé un permis de travail pour la deuxième fois.

Hausse de 24% en g.a. des bénéfices de la *Nepal Electricity Authority* au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023-24

La *Nepal Electricity Authority* (NEA) a enregistré un bénéfice de plus de 82 M USD, soit une hausse de 24%, au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2023-2024, contre 66 M USD pour la même période de l'année précédente.

Le bilan détaillé de la NEA à la mi-avril montre que l'organisation a généré un revenu total de 704 M USD. Selon ces informations, les dépenses totales de la NEA, comprenant les achats d'électricité, les coûts administratifs et les investissements dans les projets, se sont élevées à 621 M USD.

Pakistan

Augmentation de l'inflation à 12,6% en juin en g.a.

Selon les données publiées par le Bureau des statistiques du Pakistan (PBS), en juin, l'inflation mesurée par l'Indice des prix à la consommation (IPC) au Pakistan s'est élevée à 12,6 % en glissement annuel, comparé à 11,8 % le mois précédent et 29,4 % en juin 2023. Sur une base mensuelle, l'inflation a augmenté de 0,5 % en juin, après avoir diminué de 3,2 % le mois précédent.

L'inflation urbaine a atteint 14,9 % (en g.a.), contre 27,3 % en juin 2023, tandis que l'inflation rurale s'élevait à 9,3 %, en baisse par rapport aux 32,4 % enregistrés l'année précédente.

Le ministère des Finances, dans son *Monthly Economic Update and Outlook* publié fin juin, a attribué cette hausse à une augmentation des prix des denrées périssables pendant l'Eid ul Adha, mais a noté que l'inflation restait inférieure aux niveaux observés l'année dernière à la même période.

Pour mémoire, lors de son dernier comité de politique monétaire, la Banque centrale a abaissé son taux directeur de 150 points de base, le ramenant à 20,5%.

Négociations entre le FMI et le gouvernement pakistanais en vue d'un nouvel accord

Les négociations entre le ministère des Finances et le Fonds monétaire international se poursuivent en vue de la mise en place d'un nouveau programme qui pourrait prendre la forme d'une facilité élargie de crédit d'une durée de trois ans et d'un montant de 6 Mds USD. Le ministre des Finances a annoncé être confiant dans la conclusion rapide d'un accord avec les services d'ici un mois, considérant que l'ensemble des actions préalables avaient été remplies dans le cadre de l'adoption du nouveau budget pour l'exercice 2024-2025 qui prévoit une hausse de 40% des recettes, une hausse de 48 % des impôts directs et de 35 % des impôts indirects, ainsi qu'une augmentation spectaculaire de 64 % des revenus non fiscaux, notamment les taxes sur le pétrole. Le ministre a rappelé ses priorités, à savoir une hausse de la fiscalité pour ramener le ratio taxes sur PIB à 13% au cours des trois prochaines années, la mise en œuvre de réformes dans le secteur de l'énergie, la poursuite de la privatisation des entreprises publiques et la digitalisation de l'administration fiscale.

De son côté, le FMI aurait salué les décisions économiques et encouragé de nouveaux efforts sur le plan des tarifs du gaz et de l'électricité : le Fonds aurait notamment fait savoir que l'adoption du budget n'était pas suffisante et que le Pakistan devait faire plus, notamment en matière de hausse des prix du gaz et de l'électricité à partir du 1^{er} juillet et de suppression des subventions et exonérations fiscales.

Mécontentement des industries exportatrices suite à l'adoption du nouveau budget 2024-25

Les exportateurs pakistanais expriment de vives inquiétudes concernant les nouvelles mesures fiscales introduites dans le budget 2024-25, qui mettent fin au précédent régime fiscal - contribution de 0,25% au Fonds de développement des exportations (EDF) et une retenue à la source de 1% sur le chiffre d'affaires à l'exportation. Le nouveau budget prévoit désormais d'assujettir les exportateurs au régime normal de l'impôt sur les sociétés, soit 29%, auquel vient s'ajouter la super-taxe. Les associations professionnelles représentant les principales industries exportatrices (APTMA pour le secteur textile, PFVA pour les fruits et légumes, Pakistan Business Council), ont exprimé leur inquiétude de voir les exportations pakistanaises pénalisées et perdre davantage en compétitivité.

Commerce extérieur pakistanais en 2023-2024 – contraction du déficit commercial de 12%

Selon les données publiées par le Bureau des statistiques du Pakistan (PBS), au cours de de l'exercice budgétaire 2024-24, le déficit commercial du Pakistan s'est contracté de plus de 12%, pour atteindre 24,09 Mds USD, en raison d'une forte progression des exportations et d'une baisse marginale des importations.

D'une part, les exportations du Pakistan ont augmenté de 10,54 % pour atteindre 30,65 Mds USD, contre 27,72 Mds USD au cours de la période correspondante de l'année précédente. D'autre part, les importations ont baissé de 0,84 % pour atteindre 54,73 Mds USD, contre 55,19 Mds USD en 2023.

Toutefois, les résultats du mois de juin indiquent une progression du déficit commercial, à la fois en glissement annuel (30,39%) pour atteindre 2,39 Mds USD et en glissement mensuel (15,13%), reflétant une normalisation des échanges commerciaux

après la suppression des mesures administratives de contingentement des importations. Ces dernières ont ainsi fortement progressé, de 17,43% pour atteindre 4,92 Mds USD en juin 2024, contre 4,2 milliards de dollars au cours du même mois de l'année précédente.

Recrutement d'une agence de notation chinoise en vue de l'émission d'un Panda Bond

Le bureau en charge de la gestion de la dette du ministère des Finances a lancé un appel d'offres pour recourir aux services d'une agence de notation chinoise pour l'émission d'un Panda Bond - obligation en yuan renminbi levées par des émetteurs étrangers sur le marché intérieur chinois.

L'agence retenue aura pour mission de préparer et exécuter avec succès l'émission du Panda Bond, incluant l'évaluation du crédit de l'émetteur, la notation du Panda Bond lui-même, la surveillance annuelle des notations, et tout autre service nécessaire à la transaction.

Sri Lanka

Second tour des négociations sur la restructuration de la dette privée

Le gouvernement sri lankais a rendu publique l'issue des dernières discussions qu'il a tenues à Paris avec le *Steering Committee* de ses créanciers obligataires privés. Les deux parties sont arrivées à la conclusion d'un accord de restructuration dont le scénario de base comporte une réduction de 11% du montant des arriérés de paiement, rééchelonnés entre 2024 et 2028, ainsi qu'une réduction de 28% du montant nominal (12,56 Mds USD) des obligations sur lesquelles Sri Lanka a fait défaut en avril 2022, rééchelonnées entre 2029 et 2038. L'originalité de l'accord tient à l'introduction d'instruments contingents pour restructurer la dette : si la croissance du PIB de 2024 à 2027 est supérieure aux projections du FMI (11,1% en cumulé), alors le montant dû aux créanciers sera réajusté à la hausse, et inversement. Préalablement à sa signature, cet accord doit encore être revu par le secrétariat du Comité des Créanciers Officiels (OCC) afin d'assurer qu'il offre un traitement comparable à celui des créanciers publics, tel qu'établi dans l'accord de restructuration signé le 26 juin dernier. De même, les services du FMI doivent encore se prononcer sur sa compatibilité avec l'analyse de soutenabilité de la dette formulée lors de la dernière revue du programme EFF en cours à Sri Lanka.

Prêt de la Banque Asiatique de Développement dans le secteur de l'énergie

La BAsD a annoncé mettre en place une nouvelle enveloppe de 100 M USD au profit de Sri Lanka. Le projet prend la forme d'un « *Policy based loan* » pour participer au comblement du besoin de financement extérieur du pays pendant la durée du programme FMI (2023-2027). Ce financement est octroyé en contrepartie de la mise en œuvre de réformes dans le secteur de l'électricité, dont l'impact est majeur sur les finances publiques, sur la compétitivité du pays et sur la trajectoire d'atteinte des objectifs du gouvernement dans la lutte contre le changement climatique. Les réformes s'articulent autour de trois axes : (1) réforme institutionnelle avec en particulier la finalisation du démembrement de l'opérateur public Ceylon Electricity Board, (2) réforme du mécanisme de fixation des prix et amélioration de la viabilité financière du secteur et (3) promotion du développement des énergies renouvelables

et amélioration de la participation du secteur privé. Le prêt sera accompagné d'un don de 1 M USD pour financer une assistance technique sur la mise en œuvre des réformes.

Légère accélération de l'inflation au mois de juin

L'inflation effective en glissement annuel, mesurée par l'évolution du *Colombo Consumer Price Index* (CCPI), a atteint 1,7% au mois de juin, contre 0,9% au mois de mai. L'évolution de l'indice des prix d'un mois sur l'autre a ainsi marqué une légère reprise, après trois mois consécutifs de baisse. De même, l'inflation sous-jacente a elle aussi accéléré à 4,5% en g.a. contre 3,5% en mai. Dans le détail, les principaux postes concernés sont les transports (+0,4% d'un mois sur l'autre), la santé (+2,8%) et les *utilities* (+0,8%). A l'inverse, l'évolution des prix a été négative d'un mois sur l'autre pour l'alcool et le tabac (-0,6%) l'hôtellerie-restauration (-1,9%), et le textile (-1,0%). De façon générale, ces chiffres restent inférieurs à la cible de 5,0% d'inflation globale à moyen terme fixée par la Banque centrale.

Réglementation du secteur bancaire

Dans le cadre des réformes en cours à Sri Lanka, le *Banking Act*, qui fixe le cadre réglementaire du fonctionnement des banques commerciales, a fait l'objet d'une série d'amendements. Ces derniers comportent deux grands axes. D'une part, ils cherchent à améliorer les pratiques de gouvernance dans le secteur bancaire (en fixant un processus de sélection des gérants notamment). D'autre part, ils visent à créer les conditions d'une meilleure solvabilité du secteur, en relevant le niveau minimal de provisions, de fonds propres, et de liquidité des banques. Au 15 juin 2024, les 30 banques commerciales implantées à Sri Lanka représentaient 61,5% de l'encours total du secteur financier national, soit un montant de 36 900 Mds LKR (ou 131,1 Mds USD). Dans un contexte de reprise économique, ces amendements visent donc à garantir la résilience du secteur face aux chocs futurs.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr